

ASS.AIDE FAM.POPULAIRE

Association Loi 1901

SIRET : 780 716 668 00030 – Code NAF : 8899 B

~~~~~

**Siège**

320 Quartier du Val 14200  
HEROUVILLE SAINT CLAIR

~~~~~

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025



Société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables
de la région Paris Ile-de-France et membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
SARL au capital de 10.000 € - R.C.S. PARIS 538 678 418 – Siret 538 678 418 00038 – NAF 6920 Z – N° Fiscal FR 37 538 678 418
Siège social : 29, rue du Colisée - 75008 PARIS – Port. 06 61 93 91 79 – E-mail : s.tazi@st-consulting.paris

A Mesdames et Messieurs les Membres
de l'Association **AIDE FAM. POPULAIRE**

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association AIDE FAM. POPULAIRE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention, d'une part, sur la note de l'annexe intitulée « Présentation des recettes de tarification et des prestations de services »

et, d'autre part, sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Comme indiqué dans la note relative à la présentation des produits, dans un contexte où les pratiques sectorielles divergent, certaines entités du secteur de l'aide et de l'accompagnement à domicile des familles qualifiant de produits de tarification les recettes issues d'activités financées sur la base de tarifs horaires fixés par arrêté des départements, l'association AAFP du Calvados a retenu une comptabilisation initiale de ces opérations en prestations de services conformément à leur nature économique. Toutefois, afin d'assurer la comparabilité de ses états financiers avec ceux des autres structures de la fédération à laquelle elle adhère, l'association procède, lors de l'établissement des comptes annuels, à leur reclassement en « Concours publics ».

Par ailleurs, l'annexe présente les modalités de première application du règlement ANC n°2022-06 ainsi que les principales incidences qui en résultent sur les comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels.

Nos travaux ont notamment porté sur :

- la reconnaissance des produits issus des financements publics, notamment les subventions et concours financiers versés par le Conseil départemental et la CAF, au regard des conditions d'octroi, de leur rattachement à l'exercice et de leur exhaustivité ;
- l'évaluation des provisions pour indemnités de fin de carrière, qui repose sur des données transmises par un prestataire externe et sur des hypothèses actuarielles, nécessitant une appréciation du caractère raisonnable des évaluations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 17 juin 2026



Soufiane TAZI
Associé-Gérant,
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes
Inscrit près la Cour d'appel de Paris

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement I				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	7 192	5 395	1 797	4 195
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	3 100	3 100		
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Instal. techniques, matériel et outillages indus.				
Autres immobilisations corporelles	63 450	56 433	7 018	11 627
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 764	45 764		
Autres immobilisations financières				
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II	119 507	110 692	8 815	15 822
Comptes de liaison III				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	136 448	5 467	130 982	192 504
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	52 215		52 215	415
Charges constatées d'avance	6 587		6 587	7 521
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	220 464		220 464	211 177
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV	415 715	5 467	410 248	411 617
Frais d'émission des emprunts V				
Primes de remboursement des emprunts VI				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif VII				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)	535 222	116 159	419 063	427 439

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	209 000	209 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	26 573	26 573
Autres réserves		
Report à nouveau	-15 936	-61 301
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 194	45 365
Situation nette	209 442	219 636
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES I	209 442	219 636
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	18 500	
Provisions pour charges	45 951	50 524
TOTAL DES PROVISIONS IV	64 451	50 524
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 347	8 327
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	123 631	135 639
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 192	13 312
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	145 170	157 279
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	419 063	427 439

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	2 091	
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 002 843	1 059 775
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 082	8 113
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	26 934	24 455
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 037 950	1 092 343
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	147 852	152 621
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	35 183	43 217
Salaires	632 078	691 430
Cotisations sociales	195 199	199 295
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 741	8 949
Dotations aux provisions	24 036	8 316
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 747	2 987
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 049 836	1 106 815
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-11 886	-14 472
Produits financiers		
Produits financiers de participation	7	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 684	1 530
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 691	1 530

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	1 691	1 530
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	-10 194	-12 942
Produits exceptionnels V		58 307
Charges exceptionnelles VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		58 307
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 039 642	1 152 180
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 049 836	1 106 815
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-10 194	45 365

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	9 000	9 000
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	9 000	9 000
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	9 000	9 000
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	9 000	9 000

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 419 063 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -10 194 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement 2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Présentation de l'association

L'association (départementale), créée le 22 juillet 1949 est issue du mouvement populaire des familles. Un service de Travailleuses Familiales est alors mis en place.

Elle est membre de la Fédération Nationale des Associations de l'Aide Familiale Populaire (FNAAFP/CSF) dont le but est de représenter les associations locales auprès des pouvoirs publics et autres instances nationales et internationales, d'apporter un soutien technique et juridique ainsi que d'organiser la formation complémentaire des professionnels/elles des structures et la formation des bénévoles.

Aujourd'hui l'association, conventionnée depuis 1951 par la Caisse d'Allocations Familiales, depuis 1975 par la DASS puis par le Conseil Général, suivi ensuite par des conventionnements avec différents organismes sociaux poursuit son développement et l'amélioration permanente de ses services.

Elle fonctionne sous le régime de l'agrément simple et qualité des services aux personnes depuis 1997, ainsi que sous le régime de l'autorisation dans le cadre de la loi du 2 janvier 2002 pour les interventions financées par le conseil départemental (interventions dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, plus spécifiquement dans le cadre de la prévention). Les interventions relevant de la CAF relèvent du soutien à la parentalité avec une spécificité d'aide et de soutien dans la relation mère/bébé ou parents/bébé.

Présentation de recettes de tarification et des prestations de services

Bien que les recettes liées aux heures d'intervention correspondent à des prestations de services et qu'elles sont comptabilisées en tant que telles, ces recettes sont présentées, dans le compte de résultat, dans la catégorie des "concours publics" afin de permettre une comparabilité avec les autres structures d'aides à domicile.

Faits caractéristiques

Néant.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements comptables

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Conformément aux dispositions transitoires prévues par ces règlements, l'application des nouvelles méthodes comptables est intervenue de manière prospective et n'a pas conduit à la modification des comptes des exercices antérieurs et n'a pas eu d'impact au niveau de la présentation des comptes antérieurement approuvés.

Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En terme de résultat exceptionnel :

- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

- Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;
- Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel.

Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat.

- Présentation du bilan :

- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
- Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition). Toute acquisition immobilisée à l'actif du bilan dès l'instant où sa durée probable de vie est supérieure à un an et sa valeur d'achat est supérieure à 500 €, ces immobilisations font l'objet, une fois par an d'un inventaire physique.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------|
| • Constructions | 10 à 50 ans, |
| • Agencements et aménagements des constructions | 10 à 20 ans, |
| • Mobiliers | 5 à 10 ans, |
| • Agencements et aménagement | 3 à 5 ans, |
| • Matériel de transport | 3 ans, |
| • Mobilier de bureau | 3 ans |
| • Autres | Selon la durée estimée d'utilisation. |

Pour les biens amortis selon le mode dégressif ou faisant l'objet d'un amortissement exceptionnel, la quote-part excédant l'amortissement linéaire est comptabilisée en amortissement dérogatoire au passif du bilan.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

La provision constituée au titre des Comptes Epargne Temps, comptabilisée parmi les provisions pour risques et charges jusqu'au 31 décembre 2024, a été ajustée au 31 décembre 2025 et comptabilisée en charges à payer pour un montant de 10.042 €.

Engagements en matière de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié, en tenant comptes des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales).

Au 31 décembre 2025, le montant des provisions constituées s'élève à 45 950,74 €.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 0 euros.

Contributions volontaires en nature

L'association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance de celle-ci ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

Les contributions volontaires en nature sont essentiellement constituées des heures de réunions réalisées dans le cadre de la tenue des Conseils d'Administration réalisées en présentiel ou en visio-conférence, ainsi que des réunions avec le Conseil Départemental, la Caisse d'allocations Familiales, et les rencontres réalisés au sein de de la Fédération Nationale de la CSF dont l'association est membre.

En 2025, le nombre d'heures de bénévolat a représenté entre 400 et 500 heures, soit une estimation des contributions volontaires de 9.000 € environ.

Montant des honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 7.960 € TTC (article R 123-198 du code de commerce)

-Audit légal : 7.960 € TTC

-Services autres que la certification des comptes : - €

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit notamment la publication de la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association ainsi que leurs avantages en nature.

En dehors de la directrice, l'association n'a pas rémunéré d'autres cadres dirigeants. La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Etat des immobilisations

État des immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	7 192			7 192
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	3 100			3 100
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 293			10 293
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	66 015	734	3 299	63 450
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 015	734	3 299	63 450
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 764			45 764
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	45 764			45 764
TOTAL GÉNÉRAL	122 072	734	3 299	119 507

Augmentations	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles	734			734		
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL	734			734		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles	3 299					3 299
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL	3 299					3 299

Commentaires : Néant

Etat des amortissements

État des amortissements	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement ou fourchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement	3 ans	Linéaire	2 997	2 397		5 395
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	3 ans	Linéaire	3 100			3 100
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			6 098	2 397		8 495
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans	Linéaire	54 388	5 343	3 299	56 433
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			54 388	5 343	3 299	56 433
Immobilisations financières						
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
TOTAL GÉNÉRAL			60 486	7 741	3 298	64 928

Dotations	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	2 397		2 397		
Immobilisations corporelles	5 343		5 343		
Immobilisations financières					
TOTAL GÉNÉRAL	7 741		7 740		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
		Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	3 299			3 299
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL	3 298			3 299

Commentaires : néant

Etat des dépréciations

Nature des dépréciations	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 764			45 764
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	45 764			45 764
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances clients	5 467			5 467
Autres dépréciations				
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	5 467			5 467
TOTAL GÉNÉRAL	51 231			51 231

Commentaires : néant

Etat des provisions

Nature des provisions	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la clôture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions réglementées pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
Provisions pour risques					
Provisions pour :					
- Litiges		18 500			18 500
- Garanties données aux usagers					
- Amendes et pénalités					
- Pertes de change					
- Pertes sur contrats					
Autres provisions pour risques					
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES		18 500			18 500
Provisions pour charges					
Provisions pour :					
- Pensions et obligations similaires	46 631	5 402	6 082		45 951
- Restructurations					
- Impôts					
- Renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
- Gros entretien ou grandes révisions					
- Remise en état					
- Legs ou donations					
Autres provisions pour charges	3 893			3 893	
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES	50 524	5 402	6 082	3 893	45 951
TOTAL DES PROVISIONS	50 524	23 902	6 082	3 893	64 451

Commentaires : néant

Etat des créances et des dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	45 764		45 764
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	136 448	136 448	
Reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 013	5 013	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	41 876	41 876	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	5 326	5 326	
Charges constatées d'avance	6 587	6 587	
TOTAL	241 015	195 251	45 764
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 347	18 347		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	63 964	63 964		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50 922	50 922		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	8 744	8 744		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	3 192	3 192		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	145 170	145 170		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 309	
Dettes sur legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	82 981	81 984
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		12 374
TOTAL	92 291	94 358

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	28 950	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	5 013	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	33 963	

Commentaires : néant

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Charges :	- D'exploitation	6 587	7 521
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		6 587	7 521

Commentaires : néant

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics			650 678	223 704	69 161	943 543
Subventions d'exploitation		10 000		49 300		59 300
Subventions d'investissement						
TOTAL		10 000	650 678	273 004	69 161	1 002 843

Commentaires : néant

Variation des fonds propres 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	209 000		209 000	209 000	209 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	26 573		26 573	26 573	26 573
Report à nouveau	-61 301	45 365	190 105	190 105	-15 936
Excédent ou déficit de l'exercice	45 365	-45 365		-10 194	-10 194
Situation nette	219 636		425 678	415 484	209 442
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	219 636		425 678	415 484	209 442

Commentaires : néant